

Lycée : Anisse  
Matière : Economie générale-Statistique  
Durée : 3 heures

Année scolaire : 2011/2012  
Nombre de pages : 3  
Prof. : Mme EL KOURICHI

## EXAMEN SIMILI N°3

### Exercice 1 : (6,5 points)

**Comment le gouvernement va-t-il financer la rallonge des 15 Mds de DH ?**

*Le budget dédié par la loi de finances 2011 était largement en deça de la réalité. Les prix du blé et du pétrole prévus étaient sous-estimés alors que dans le marché mondial, les cours frôlaient les niveaux historiques*

Le gouvernement a décidé une rallonge de 15 Mds de DH pour soutenir la compensation. Les prix des produits subventionnés, essentiellement importés comme le blé, les hydrocarbures ou le sucre, ont frôlé des niveaux historiques dans les marchés internationaux.

Les estimations du prix du pétrole arrêtées à 75 dollars le baril sont loin des prévisions de tous les organismes financiers internationaux qui tablaient plutôt sur des cours de 85 dollars en moyenne », a confié Youssef Oubouali, professeur universitaire. Il explique que « les autres produits concernés par la compensation sont également à des cours records, et on peut citer notamment le sucre et le blé dont les prix à l'international sont à des niveaux historiques ».

Mais la question qui se pose est : comment le gouvernement va-t-il financer cette rallonge, surtout que les recettes de l'Etat ne sont pas au beau fixe ?

A part un comportement favorable des exportations des phosphates et dérivés et une progression des recettes fiscales indirectes, les autres recettes sont en recul ou quasi stagnantes.

Pour financer les nouveaux engagements de l'Etat, plusieurs options se déclinent pour le gouvernement : soit il ampute\* certains postes budgétaires, soit il gonfle le déficit, sinon il peut opter pour un nouvel emprunt ou des opérations de privatisation.

Pour Oubouali, un mixage de ces options est le plus probable. « le sacrifice de certains postes budgétaires n'est pas recommandé du fait que les charges de fonctionnement sont difficilement comprimables. Tous les efforts d'économie du gouvernement ont été voués à l'échec. Et cette possibilité est encore plus difficile dans le contexte actuel, surtout qu'il s'est engagé à recruter des milliers de diplômés chômeurs à partir de mars prochain. C'est au niveau de l'équipement que l'exécutif peut économiser. Mais cela aura un impact sur le rendement et l'efficacité du service public et l'argent épargné reste limité.

Au niveau de l'investissement, les marges de manœuvre sont également réduites. Le Maroc s'est engagé dans un vaste programme, surtout les grands chantiers qu'il n'est pas opportun de perturber. Mais il y a possibilité de différer ou d'ajourner certains programmes ou opérations ».

Oubouali ajoute que « l'option de privatisation reste très probable du fait que le contexte est favorable ».

Le feuillet de la privatisation continue pour Maroc Telecom, l'opération peut rapporter à l'Etat plus de 11 Mds de DH.

L'endettement est également évoqué. Un emprunt à l'international n'est pas à écarter. Les conditions budgétaires du pays le permettent, la dette totale du trésor reste limitée à 47 % du PIB et le Maroc dispose déjà de marges de manœuvre dans ce cadre. Puisque le niveau de 60 % reste acceptable.

*Source : Finances news hebdo du 24/02/2011*

\*Retrancher

### Travail à faire :

- 1- Définir les expressions soulignées (2 points)
- 2- Pourquoi le gouvernement a décidé une rallonge de 15 Mds de DH ? (0,5 point)
- 3- Dans un tableau, relever du document les solutions possibles pour financer ce besoin ainsi que les limites de chaque solution. (3 points)
- 4- A partir du document et de vos connaissances, quelle est la solution la plus adéquate ? argumenter (1point)

**Exercice 2: (6,5 points)**

**Impact de la privatisation sur l'investissement**

Les objectifs du programme de privatisation sont divers et multiples :

- Entre 1993 et 2006, les opérations de privatisation ont engendré une recette globale d'environ 94 Mds de DH.  
 - Hormis l'impact micro-économique de la privatisation qui concerne l'évolution des situation financières et concurrentielle de chaque entreprise transférée au secteur privé, d'autres impacts à caractère macro-économiques sont à relever , notamment dans les domaines suivants :

\*L'investissement direct étranger : les privatisations ont incontestablement raffermi l'intérêt que portent les investisseurs étrangers à l'économie marocaine puisque leur apport atteint plus de 67 Mds de DH à fin 2006.

\*La dynamisation du marché financier : depuis 1989, la capitalisation boursière a été multipliée par plus de 83 fois, passant de 5 Mds de DH à 417 Mds de DH à fin 2006...

\*Le développement économique et social via le Fonds Hasan II : A fin 2006, plus de 31 Mds de DH prélevés sur les recettes des privatisations ont été transférées au Fonds et servent au financement de projets économiques et sociaux à caractère structurel (infrastructure, promotion sociale, promotion de l'investissement productif...)

\*Les procédures et les systèmes de gestion des entreprises : la privatisation a entraîné une modernisation des techniques de production ainsi que des procédures de gestion des entreprises transférées au secteur privé.

*Texte adapté*

**Travail à faire :**

- 1- Définir les expressions suivantes : Privatisation, marché financier. (2points)
- 2- Relever les objectifs de la privatisation. (1,5 points)
- 3- En citer d'autres. (0,5 point)
- 4- Quelles sont ses limites. (1,5 points)
- 5- Quels sont les effets de la dynamisation du marché financier sur l'économie marocaine. (1 point)

**Exercice 3: (4 points)**

**Marchés : Les cours des produits de base reprennent leur hausse**

**Les perspectives de l'offre mondiale s'avèrent prometteuses.**

Après une forte correction baissière en mai, les cours des produits de base ont repris leur hausse, soutenus par le repli du dollar et un regain d'optimisme sur la reprise de l'économie mondiale, en ligne avec l'atténuation des craintes sur la dette souveraine en Europe.

Les cours du pétrole ont atteint 84 dollars début août, en hausse de 24% depuis leur bas de mai, confortés par la baisse du dollar, une demande soutenue et un repli des stocks américains. Ils ont fluctué dans une bande de 70 à 85 dollars. Les cours du blé ont remonté de 44% en un mois, pour atteindre un plus haut de plus d'un an début août, suite à des conditions météorologiques défavorables (sécheresse puis incendies en Russie, fortes pluies au Canada,...). Les prix du sucre ont rebondi de 10% en juillet, après une hausse de 8% en juin, tirés par une demande soutenue et des tensions sur l'approvisionnement à court terme. Toutefois, les perspectives de l'offre mondiale s'avèrent prometteuses.

Selon la Direction des Etudes et des Prévisions Financières au ministère de l'Economie et des Finances, le Maroc devrait importer 60% de ses besoins de consommation cette année, suite à une baisse de la production de sucre local de 11%, affectée par les inondations dans le Gharb et le Loukkos, d'après la Cosumar.

Au premier semestre 2010, la facture pétrolière a augmenté de 71%, en glissement annuel, pour s'établir à 12 milliards de dirhams, tirée par une hausse de 55% du cours moyen de la tonne importée. De même, les importations en gasoil et fuel ont rebondi de 30% pour s'établir à 8,9 milliards de dirhams, en raison d'une hausse du cours moyen de 31%. Le renchérissement des cours d'importation a été accentué par l'appréciation du dollar par rapport au dirham sur le premier semestre 2010. Dans ce sillage, les dépenses de compensation ont atteint 12,8 milliards de dirhams à fin juin 2010, soit 92% du montant prévu dans la Loi de Finances (14 milliards de dirhams). La tendance à la baisse en cours du dollar depuis le 8 juin 2010 serait de nature à alléger la facture à l'importation.

Toutefois, les importations de blé devraient se renchérir sur le deuxième semestre, suite à la récente flambée des cours internationaux (+30% en juillet). De leur côté, les achats de maïs ont augmenté de 17% en raison d'une hausse du prix moyen de 11% et du volume importé de 5%. Par ailleurs, les importations de produits laitiers se sont accrues de 31%, suite notamment à la hausse des achats de lait (+36%) et de beurre (+32%) dont les cours moyens ont augmenté de 22% et 20% respectivement.

*Le Matin 11.08.2010*

**Travail à faire :**

- 1- Quelles sont les causes de l'augmentation des cours du pétrole et ceux du blé (0,5 point)
- 2- Le Maroc peut-il envisager une baisse des quantités importées de ces produits ? justifier (1point)

- 3- Quelles sont les conséquences de ces hausses sur les finances publiques (1 point)
- 4- Quels sont les effets de la hausse des cours du pétrole sur les prix nationaux ? Expliquer (1,5 point)

**Exercice 4 : (3 points)**

A partir de vos connaissances et des documents, monter l'importance de la privatisation dans l'économie marocaine dans un développement structuré (introduction, développement, conclusion)